



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES DU DANEMARK

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE COPENHAGUE

N° 10 – 23 avril 2021

## Industrie

### De nouvelles acquisitions stratégiques pour Saint-Gobain au Danemark

**Saint-Gobain**, qui conçoit, produit et distribue des matériaux de construction, est l'une des **100 entreprises les plus innovantes** du monde. En particulier au Danemark, Saint-Gobain innove, notamment par des **acquisitions** de sociétés dynamiques qui viennent enrichir son portefeuille de produits & services. En un an, **3 sociétés danoises** sont venues rejoindre la famille Saint-Gobain. Elles proposent une expertise sur des projets de ventilation complexes (**AirForce**, acquis en janvier 2021), un service technique de machines et pompes pour le ciment et les mortiers (**Vergutech**, acquis en février 2021), ou encore une plateforme IoT pour traiter les données de capteurs intelligents (**MobilePeople**, acquis en mars 2020).

### Ouverture de la nouvelle usine d'asphalte de Colas à Horsens

Colas, filiale du groupe français Bouygues, produit de l'asphalte à **Horsens** depuis les années 1960. Le 19 avril 2021, l'entreprise de construction des routes y a ouvert une nouvelle usine. Celle-ci répond à toutes les exigences environnementales, et met l'accent sur la **réduction des émissions de**

**CO2** et le **recyclage de l'ancien asphalte**. L'usine a été construite en seulement **six mois**, et permettra à Colas de fournir de l'asphalte pour les **projets d'infrastructure** dans l'est et le sud du Jutland, ainsi qu'en Fionie. [Licitationen](#)

## Économie / Finance

### Différents scénarios de reprise économique au Danemark, selon le déploiement de la vaccination dans le monde

De nouveaux calculs d'**Oxford Economics** pour la Confédération des industries danoises (**DI**) montrent que la croissance danoise en 2021 dépendra fortement de la vitesse et du succès des **programmes de vaccination** dans le monde. Trois scénarios ont été établis par les économistes de DI et Oxford Economics : dans le plus vraisemblable, ils supposent que la vaccination se déroule comme prévu, ce qui permettrait un assouplissement des restrictions sur de nombreux marchés, dès le 2<sup>ème</sup> trimestre 2021. Ainsi, le **scénario principal** prévoit une **augmentation du PIB danois** d'environ **2,1%** en 2021. Cependant, si les programmes de vaccination prennent du retard, ou se révèlent moins efficaces que prévu contre de nouveaux

variants, des restrictions pourraient être prolongées ou réintroduites. Selon les calculs d'Oxford Economics, qui estiment la probabilité de ce scénario à **20%**, cela se traduirait par une hausse du PIB danois de seulement **0,4%** en 2021. Enfin, Oxford Economics prévoit un troisième scénario, avec une probabilité de **20%** également : si de nouvelles livraisons permettent l'accélération des programmes de vaccination à travers le monde, la croissance danoise pourrait atteindre **3,8%** en 2021. [Finans](#)

## Carsten Egeriis, nouveau CEO de Danske Bank

L'ancien CEO de la banque, **Chris Vogelzang** (en poste depuis juin 2019), a démissionné après avoir été désigné comme suspect dans une affaire de **blanchiment d'argent** aux Pays-Bas, du temps où il travaillait à la banque néerlandaise ABN Amro (de 2000 à 2017). Son remplaçant à la Danske Bank, **Carsten Egeriis**, a plus de 20 ans d'expérience dans le secteur financier. **Chief Risk Officer** depuis 2017, il a fait partie du conseil d'administration de la banque depuis près de quatre ans, et a joué un rôle central dans la politique de **gestion de risque et de crise** de la banque ces dernières années. Avant d'arriver à Danske Bank, il a passé plus de dix ans à la **Barclays Bank** à Londres, après avoir travaillé pour **General Electric** à Hanovre et à Lisbonne. Carsten Egeriis est également président de l'organisation **Finans Denmark**. [Finans](#), [Finans](#)

## Introduction en bourse de Donkey Republic

L'entreprise de **vélos en libre-service Donkey Republic**, fondée en 2014, dispose d'un parc de plus de **13 000 vélos** dans **60 villes** de **14 pays** européens (notamment le Danemark, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et l'Allemagne). En **France**, les vélos oranges sont présents à Valenciennes. Donkey Republic va bientôt être

**cotée en bourse**, avec comme objectif de lever **100 M DKK (13,5 M €)**. Cet apport de capital sera notamment utilisé afin d'**investir dans de nouveaux marchés**. Depuis 2016, **Vækstfonden** fait notamment partie des investisseurs de Donkey Republic. L'entreprise s'attend à ce que le marché des vélos en libre-service augmente de **15 à 20%** par an sur les cinq prochaines années, et souhaite ainsi atteindre **50 000 vélos en Europe en 2024**. [Finans](#)

### LE CHIFFRE À RETENIR

1,5 MD €

Financements accordés par  
Vækstfonden en 2020

## Record de financements par Vækstfonden en 2020

En 2020, **1 561** entreprises ont reçu plus de **11 Mds DKK (1,5 Md €)** de financements de **Vækstfonden**, soit un record pour le fonds d'investissement de l'État danois. À titre comparatif, **825** entreprises avaient reçu un financement de ce fonds en 2019, pour un montant de **2,4 Mds DKK (320 M €)**. Dans le cadre de la crise du coronavirus, Vækstfonden a reçu une injection de capital de **4,9 Mds DKK (660 M €)** de l'État en 2020, afin de fournir un levier financier aux entreprises durement touchées. Cet apport a permis au fonds d'investissement souverain de renforcer ses activités de **prêt**, de **garantie**, de **prise de participation** et d'**investissement**. D'après le directeur de Vækstfonden, ces financements ont contribué à créer et à maintenir environ **20 000 emplois** en 2020, et à augmenter le PIB de plus de **15 Mds DKK (2 Mds €)**. [Børsen](#)

## Le gouvernement a publié son plan pour les infrastructures publiques d'ici 2035

Le nouveau plan du gouvernement inclut des **projets d'infrastructures** pour un total de **106 Mds DKK (14,3 Mds €)**. **47 Mds DKK (6,3 Mds €)** seront dédiés à de nouveaux **projets routiers**, avec notamment la mise à niveau d'un certain nombre d'autoroutes et de routes, et **40 Mds DKK (5,4 Mds €)** aux **transports publics**, y compris la transition vers les trains électriques. Ces montants s'ajoutent aux **55 Mds DKK (7,4 Mds €)** de projets d'infrastructures publiques, déjà votés, qui seront réalisés d'ici 2035. D'après le gouvernement, ce nouveau plan ne devrait pas augmenter les **émissions de CO2** du réseau de transport au Danemark. Brian Mikkelsen, CEO de la Chambre de commerce danoise (DE), a félicité le gouvernement pour ce **plan très ambitieux**, tout en regrettant l'absence de l'**autoroute Hærvej**, entre Hobro et Haderslev. Ce projet d'autoroute dans le centre du Jutland est également mentionné par de nombreuses entreprises présentes dans la région, ainsi que par la Confédération des industries danoises (DI). Celle-ci appelle en outre le Parlement à conclure un **vaste accord** sur les dix prochaines années, qui devrait inclure des **dates précises** de construction pour chaque projet. Le gouvernement espère, en effet, signer **avant l'été** un large accord politique sur les nouveaux projets d'infrastructure **d'ici 2035**. [Børsen](#), [Børsen](#), [Børsen](#), [DI](#)

## Énergie

Le Danemark occupe la **troisième place** du classement sur la transition énergétique du **World Economic Forum**

L'indice de transition énergétique développé par le **World Economic Forum (WEF)** compare 115

pays sur la **performance de leurs systèmes énergétiques**. Il mesure la capacité de ces systèmes de **soutenir le développement économique** et la croissance, d'assurer un **accès universel à un approvisionnement énergétique** sûr et fiable, ainsi que de promouvoir la **durabilité environnementale** tout au long de la chaîne de valeur énergétique. En 2021, le Danemark occupe la **troisième place** du classement, après la **Suède** et la **Norvège**. Les trois pays nordiques, avec le **Royaume-Uni (7<sup>ème</sup>)**, la **France (9<sup>ème</sup>)** et l'**Allemagne (18<sup>ème</sup>)**, sont les seuls pays du G20 dans le top 20. Dans son rapport, le WEF note que la position de leader du Danemark sur la transition énergétique est notamment due à un **engagement politique fort**, à des **objectifs** de long terme **ambitieux**, et à des **politiques stables**. [WEF](#)

## Ørsted et ATP préparent une offre pour l'île énergétique en mer du Nord

Le géant de l'énergie danois et le fond de pension public ont annoncé leur collaboration afin de répondre à l'appel d'offres pour la **première île énergétique artificielle au monde**, qui sera construite en mer du Nord, à environ 80 kms des côtes danoises. Alors qu'Ørsted avait exprimé son inquiétude quant aux défis techniques de ce projet dans le passé, Mads Nippen, le CEO, a déclaré que les îles énergétiques pourraient potentiellement devenir un **nouveau secteur d'activité** pour l'entreprise, qui a déjà construit plus de **25 parc éoliens offshore** dans le monde. Bo Foged, directeur d'ATP, voit également dans ce projet une opportunité de contribuer à la construction du **leadership danois** dans la transition verte. Avec un coût de **210 Mds DKK (28,2 Mds €)**, l'île énergétique artificielle est le **plus grand projet de construction** de l'histoire du Danemark, ainsi qu'un **pilier des ambitions climatiques** du gouvernement danois. D'après l'Agence danoise de l'énergie, la première phase du projet (**3 GW**) permettrait de réaliser un **bénéfice** de **13 Mds DKK (1,8 Md €)**, sur une durée de 30 ans. Selon Jan Bentzen, professeur associé à



l'université d'Aarhus, il s'agit cependant d'une estimation irréaliste: cette première phase entrainerait, selon lui, un **déficit de 12 à 21 Mds DKK (de 1,6 à 2,8 Mds €)**. Les think tanks danois Kraka et Cepos recommandent ainsi l'**arrêt** du projet, en raison de trop grandes **incertitudes** concernant son financement. À l'inverse, Axcelfuture maintient que le projet reste nécessaire afin de répondre au **besoin grandissant d'énergie verte** d'ici 2030. [Finans, Børsen](#)

### Risque d'abandon du projet de parc éolien offshore Omø Syd

Le développeur énergétique danois **European Energy** travaille depuis près de dix ans pour développer le **premier parc éolien offshore sans aide d'État, Omø Syd**, à 7,5 km au sud de l'île d'Omø. Avec une capacité de **320 MW**, ce projet permettrait de fournir de l'énergie verte à **350 000 foyers** danois. Mais celui-ci, qui a déjà coûté **20 M DKK (2,7 M €)** de préparation à European Energy, pourrait être abandonné. En effet, les **eaux du Småland**, où doit être construit Omø Syd, sont en passe d'être désignées par le gouvernement comme **zone de protection des oiseaux**. Une évaluation concrète du projet va être effectuée, avec une date limite de consultation fixée au 7 mai. **Dansk Energi** et la Confédération des industries danoises (**DI**) soulignent que plusieurs projets d'énergies

renouvelables *onshore* ont déjà souffert des contradictions entre les **considérations climatiques** et de **préservation de la nature** du gouvernement. [Berlingske](#)

### Ørsted fait l'acquisition de Brookfield Renewable Ireland (BRI)

Ørsted a conclu un accord avec **Brookfield Renewables**, afin d'acquérir l'activité **éolienne onshore** de cet exploitant en **Irlande** et au **Royaume-Uni**. Celle-ci est composée de parcs éoliens d'un total de **389 MW** (en exploitation et en construction), ainsi que d'un pipeline de plus d'un **GW** en phase de développement. Ørsted est entré dans le secteur des énergies renouvelables onshore en **2018**, avec un focus initial sur les **États-Unis**. Aujourd'hui, l'activité américaine onshore d'Ørsted a atteint un niveau significatif, avec un portefeuille d'exploitation et de construction de **4 GW** d'énergie éolienne et solaire. S'appuyant sur son succès aux États-Unis, Ørsted souhaite désormais se renforcer dans le **secteur des énergies renouvelables onshore en Europe**: selon Mads Nipper, CEO d'Ørsted, l'acquisition de BRI représente un premier pas et une base solide pour se développer sur le marché européen. [Børsen](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)